

Cote du document: EB 2014/111/R.28
Point de l'ordre du jour: 12 e)
Date: 3 avril 2014 **F**
Distribution: Publique
Original: Anglais



Investir dans les populations rurales

Programme et projet de mandat proposés pour la visite, en 2014, du Conseil d'administration en République-Unie de Tanzanie

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Perin Saint-Ange
Directeur régional
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: p.saintange@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session
Rome, 8-9 avril 2014

Pour: **Information**

Programme et projet de mandat proposés pour la visite, en 2014, du Conseil d'administration en République-Unie de Tanzanie

Examen du programme de pays du FIDA

1. Malgré la remarquable croissance de son PIB au cours de la décennie écoulée, la République-Unie de Tanzanie figure toujours parmi les pays les plus pauvres du monde en termes de revenu par habitant. Le PIB a connu une croissance annuelle moyenne soutenue de 7%, deux fois plus élevée que la croissance moyenne au cours des années 1990, mais qui ne peut pas dissimuler de fortes disparités entre les secteurs et les zones géographiques. Le secteur agricole, composé pour l'essentiel de petits exploitants, n'a pas bénéficié d'un même élan et a encore besoin d'investissements et de modernisation. Par ailleurs, il reste très sensible aux conditions climatiques extrêmes, et notamment les récentes sécheresses qui ont durement touché la production végétale, l'élevage et la production d'énergie. De ce fait, les populations des zones rurales demeurent extrêmement pauvres et, dans certains cas, vivent bien en deçà du seuil de pauvreté défini par les indicateurs admis.
2. C'est en 1978 que le Conseil d'administration a approuvé le premier prêt à la République-Unie de Tanzanie (historiquement, le deuxième prêt approuvé par le Conseil). Depuis lors, le FIDA a approuvé pour ce pays 14 projets d'un coût total de 769 millions d'USD, auxquels il a apporté, sous forme de prêts, un financement de 360 millions d'USD (48% du coût des projets). Le portefeuille du FIDA en République-Unie de Tanzanie est le deuxième (en termes de volume des prêts) dans la région Afrique orientale et australe (ESA), après l'Éthiopie.
3. Depuis le début des opérations du FIDA dans le pays, le gouvernement a apporté un cofinancement de 71,96 millions d'USD aux projets financés par le FIDA (soit 9,6% du coût total du portefeuille). Les principaux cofinanceurs (en termes de valeur du cofinancement) ont été la Banque mondiale (1,5%) et la Banque africaine de développement (11,4%).
4. Le troisième programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats a été lancé en 2007, pour la période 2007-2013. Il est prévu que le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) entreprenne une évaluation du programme de pays en avril 2014, et que les conclusions de cet exercice servent de guide à la préparation du prochain COSOP, qui sera présenté au Conseil d'administration en décembre 2015. Afin qu'il soit possible de tirer les enseignements des recommandations issues de l'évaluation du programme de pays, la période d'exécution du COSOP en vigueur est prolongée jusqu'à la fin du cycle actuel du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), c'est-à-dire en décembre 2015.
5. Le COSOP en vigueur est aligné sur la Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté. Le COSOP de 2007 avait été introduit après le lancement du Groupe des partenaires au développement et de l'Initiative Unité d'action des Nations Unies. Avant la préparation de ce COSOP, le FIDA avait déjà contribué à un mécanisme de financement avec mise en commun des fonds dans le cadre d'une approche sectorielle pour l'ensemble du secteur de l'agriculture (par le biais du Programme d'appui aux services agricoles). Le COSOP de 2007 prenait acte du déficit de financement existant dans le Programme de développement du secteur agricole de la République-Unie de Tanzanie, malgré la participation de plusieurs partenaires du développement (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne, Irish Aid et Agence japonaise de coopération internationale), et proposait de poursuivre la contribution du FIDA à l'approche sectorielle, et de financer également des opérations distinctes.
6. Plus précisément, le COSOP 2007 fixait quatre objectifs stratégiques, chacun d'entre eux correspondant de fait aux opérations envisagées par le FIDA, à savoir:

- i) améliorer l'accès aux technologies et aux services permettant d'accroître la productivité. Il s'agit de contribuer à l'approche sectorielle du secteur agricole dans le cadre de deux prêts en cours (le Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral, et le Programme d'appui aux services agricoles) et d'un nouveau programme (le Programme de développement du secteur agricole [PDSA]);
 - ii) accroître la participation des organisations paysannes à la planification sectorielle au niveau national, consistant également en un appui au PDSA national par des prêts et des dons, mais mettant spécialement l'accent sur l'amélioration de la capacité de planification et de plaider des organisations paysannes;
 - iii) assurer un accès plus étendu à des services financiers ruraux viables. Cet objectif est en cours de réalisation grâce au prêt accordé par le FIDA au Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale, successeur d'un programme national de finance rurale également appuyé par un prêt du FIDA;
 - iv) élargir l'accès des entreprises rurales aux marchés et aux créneaux. Cet objectif est en cours de réalisation grâce au prêt accordé par le FIDA au Programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises en milieu rural (MUVI, acronyme du nom du programme en langue kiswahili); ce prêt est destiné au suivi d'un précédent programme de commercialisation agricole financé par le FIDA, et vise à l'extension du modèle à d'autres districts.
7. Le portefeuille actuel comprend cinq projets, avec un investissement du FIDA de 212 millions d'USD, et vise à atteindre environ trois millions de ménages (12 millions de personnes). Le portefeuille en cours est présenté ci-après:

N° du prêt	Nom	Approbation	Entrée en vigueur	Achèvement	Clôture	Décaissement (31/12/2013)	Modalité de financement et localisation
642-TZ	Programme d'appui aux services agricoles	2/12/2004	30/1/2007	31/3/2014	30/9/2014	100%	Financement en commun – partie continentale du pays et projet pour Zanzibar
672-TZ	Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral	8/9/2005	30/1/2007	31/3/2015	30/9/2015	100%	Financement en commun – partie continentale du pays et projet pour Zanzibar
708-TZ	Programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises en milieu rural (MUVI)	14/12/2006	12/7/2007	30/9/2014	31/3/2015	64%	Programme/projet – partie continentale du pays
765-TZ	Programme de développement du secteur agricole (prêt supplémentaire PDSA).	17/12/2008	21/8/2009	30/9/2016	31/3/2017	100%	Financement en commun – partie continentale du pays
823-TZ	Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale	15/12/2010	25/2/2011	31/3/2018	30/9/2018	9%	Programme/projet – partie continentale du pays et Zanzibar

8. Le PDSA a: i) obtenu un succès significatif avec l'introduction, pour l'agriculture, d'une approche sectorielle depuis le niveau national jusqu'à celui du village; ii) rationalisé la planification, le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports; et iii) facilité un développement significatif des capacités des ressources institutionnelles et humaines. Divers problèmes ont été rencontrés: i) faiblesse de

la supervision et de la justification de l'utilisation des ressources à l'échelon local, imputable à la capacité limitée sur les plans de la gestion financière, de la passation des marchés et de l'établissement de rapports; ii) faiblesse de la planification et de la gestion des investissements; iii) faiblesse de la capacité de suivi-évaluation, résultant en un manque de données sur la performance du programme et ses résultats au niveau des effets et de l'impact; iv) faiblesse des liaisons avec la recherche et la vulgarisation par suite de l'appui limité à la dotation en personnel, au financement, et au matériel de transport et de bureau; et v) limitations des allocations budgétaires et influence politique au niveau local, qui compromet l'exécution des sous-projets locaux.

9. Un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés de la précédente évaluation du programme de pays (2003) et de la récente expérience d'exécution du programme MUVI et du Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale: a) la passation des marchés a pris beaucoup de temps à cause de la faiblesse des capacités aux niveaux central et local; b) l'approche filière n'est pas complètement comprise et on ne perçoit pas très clairement qu'une exploitation agricole peut et doit être gérée comme une entreprise; de manière générale, les ministères ne saisissent pas nettement les motivations du secteur privé; et c) la coordination entre les différents services gouvernementaux a pris plus de temps qu'initialement prévu et, par conséquent, les résultats sont nettement inférieurs aux cibles fixées.
10. Compte tenu des contraintes liées aux programmes à financement en commun et de l'expérience acquise dans l'exécution, tant le gouvernement que les partenaires du développement modifient progressivement leur focalisation et évoluent vers un appui aux objectifs de résultats de l'initiative Big Results Now (BRN)¹, et vers la promotion de liaisons avec le secteur privé pour améliorer l'efficacité et garantir des marchés plus durables. L'une des principales réalisations au titre du mécanisme de financement en commun a été un renforcement décentralisé de la capacité d'exécution, et c'est là un point sur lequel les futurs programmes continueront de s'appuyer.
11. Le FIDA a entamé le processus d'élaboration de son programme d'investissement pour 2013–2015, et il examine, avec les pouvoirs publics, les possibilités d'investissement qui pourraient inclure un appui aux initiatives BRN et Corridor Sud de la croissance agricole de la Tanzanie, toutes deux axées sur la transformation de l'agriculture familiale en une entreprise commerciale rentable.
12. En 2003, après l'approbation du Programme pilote relatif à la présence sur le terrain, le FIDA a nommé un fonctionnaire de liaison dans le pays. En 2008, le FIDA a détaché le premier chargé de programme de pays, et le fonctionnaire de liaison devenait un chargé d'appui au programme de pays. À partir de mars 2014, le FIDA a détaché à Dar es-Salaam un nouveau directeur dans le pays. Ce directeur est également responsable du programme de pays du FIDA au Rwanda.

Mandat de la visite de pays

13. Conformément aux nouvelles procédures approuvées à sa session de décembre 2012, le Conseil d'administration a décidé que sa visite de pays serait consacrée, en 2014, à la République-Unie de Tanzanie.

¹ Le gouvernement a lancé en 2013 l'initiative BRN (Big Results Now – De grands résultats maintenant), avec pour but de donner au pays les moyens de concrétiser sa Vision du développement national 2025. Inspirée de l'approche Big Fast Results (De grands résultats rapidement) adoptée par la Malaisie, l'initiative BRN est placée sous la direction générale du Président Kikwete, tandis que l'exécution est supervisée par le Presidential Delivery Bureau. La BRN vise à accélérer l'obtention de résultats, et se concentre sur six domaines économiques prioritaires: énergie et gaz naturel, agriculture, eau, éducation, transport et mobilisation de ressources. Dans le cadre de cette initiative, la République-Unie de Tanzanie prévoit qu'elle aura, d'ici à 2025, fait du secteur agricole un secteur commercial garantissant, à l'échelle nationale, la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire, tout en augmentant les revenus par le biais d'échanges internes et internationaux viables.

14. La visite est conçue comme une occasion de connaître et de comprendre le travail du FIDA sur le terrain, et notamment les problèmes et les contraintes auxquels sont confrontées les opérations appuyées par le FIDA. La visite permettra aux membres du Conseil de voir ce que le FIDA fait sur le terrain et d'observer directement les possibilités et les difficultés que rencontre le Fonds dans le cadre de sa mission.

Objectifs

15. Les principaux objectifs de cette visite dans le pays sont les suivants: i) visiter les projets cofinancés par le FIDA et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie afin que les membres du Conseil puissent avoir un aperçu des activités sur le terrain et rencontrer différents clients et parties prenantes; ii) favoriser la concertation avec les autorités gouvernementales, concernant notamment le rôle du FIDA en République-Unie de Tanzanie et les problèmes rencontrés dans le renforcement des partenariats sur le terrain; iii) se faire une idée des enseignements qui émergent des évaluations, par IOE, des opérations appuyées par le FIDA dans le pays afin de fournir à l'ensemble des membres du Conseil d'administration une vision plus complète de la situation du pays et des problèmes rencontrés par les opérations du FIDA; et iv) faire en sorte que les membres du Conseil participant à la visite soient à même de fournir au reste des membres du Conseil des avis éclairés sur des questions stratégiques et opérationnelles afin d'améliorer leur supervision critique et leur rôle stratégique.
16. Le programme pour cette visite de pays en 2014 contient deux volets:
- a) la première partie comportera des visites à des opérations appuyées par le FIDA dans la partie continentale du pays et à Zanzibar. Ces visites seront, pour les membres du Conseil, l'occasion d'échanges avec les bénéficiaires, les organisations paysannes, les coopératives, les représentants du secteur privé et les autorités locales;
 - b) la seconde partie sera consacrée à des discussions avec des hauts fonctionnaires du gouvernement national et des partenaires du développement.
17. À l'échelon central, les membres du Conseil d'administration auront des entretiens avec le Premier Ministre et le Ministre de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives, qui est Gouverneur du FIDA. Ils tiendront également des réunions avec le Ministre des finances, le Ministre de l'élevage et du développement de la pêche, le Ministre de l'industrie et du commerce, et le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, ainsi qu'avec le Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles et le Ministre du développement de l'élevage de Zanzibar, avec lesquels ils examineront les perspectives et le cadre général du gouvernement concernant les activités du FIDA pour les prochaines années. Les membres du Conseil s'entretiendront aussi avec les représentants de divers organismes d'aide multilatéraux comme la Banque mondiale, l'Équipe de pays des Nations Unies, et d'autres partenaires du développement membres du Groupe de travail sur l'agriculture, sur la manière de promouvoir des synergies efficaces et/ou de reproduire à plus grande échelle les modèles couronnés de succès appuyés par le FIDA au cours des 20 dernières années.
18. Le Conseil d'administration rendra compte de sa visite dans le pays au cours de la session de septembre 2014 et fera part de ses conclusions; il formulera également, à l'attention de la direction du FIDA, des recommandations quant aux futures visites sur le terrain.

Programme provisoire

Un programme plus détaillé, prenant en compte les informations en retour reçues du Conseil d'administration et du gouvernement, sera ultérieurement communiqué aux membres du Conseil.

<i>Date et heure</i>	<i>Détails</i>	<i>Observations</i>
Dimanche 11 mai	Le responsable du FIDA pour le pays accueille les membres du Conseil et le personnel du FIDA à l'aéroport de Dar es-Salaam	Le salon d'honneur sera à la disposition des membres du Conseil à l'aéroport de Dar es-Salaam, et un dossier d'information relatif à la visite leur sera distribué à leur arrivée
Heure d'arrivée à confirmer par le Bureau du Secrétaire	Vue d'ensemble du programme de pays et des principaux enseignements tirés des évaluations, par IOE, des opérations appuyées par le FIDA dans le pays	
	Les membres du Conseil sont accompagnés à leur hôtel	
	Réception par le Gouverneur du FIDA (Ministre de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives). Le Premier Ministre accueille les membres du Conseil	À finaliser sur la base des confirmations de participation
Lundi 12 mai	Table ronde présidée par le Gouverneur du FIDA, avec la participation des Ministres des finances; de l'élevage et du développement de la pêche; de l'industrie et du commerce; et des affaires étrangères et de la coopération internationale, ou de leurs représentants	
	Visite de courtoisie au Président ou au Premier Ministre de la République-Unie de Tanzanie (à déterminer en fonction de la disponibilité du Président)	Le gouvernement et le bureau de pays du FIDA aideront à la prise des dispositions
	Départ pour Arusha/Kilimandjaro et arrivée à l'hôtel	
	Réception offerte par le Commissaire de district et les autorités locales	
Mardi 13 mai	Visites sur le terrain aux opérations appuyées par le FIDA dans la région d'Arusha/Kilimandjaro	Le gouvernement et le bureau de pays du FIDA aideront à la prise des dispositions
	Table ronde avec des ONG, des groupes de la société civile et d'autres partenaires non gouvernementaux	
Mercredi 14 mai	Voyage jusqu'à Zanzibar et arrivée à l'hôtel	
	Table ronde présidée par les Ministres de l'agriculture et des ressources naturelles; et du développement de l'élevage de Zanzibar	Le gouvernement et le bureau de pays du FIDA aideront à la prise des dispositions
	Visites sur le terrain à des projets appuyés par le FIDA à Zanzibar	
	Réception offerte par le Président de Zanzibar	
Jeudi 15 mai	Visites sur le terrain à des opérations appuyées par le FIDA	Le gouvernement et le bureau de pays du FIDA aideront à la prise des dispositions
	Table ronde avec des ONG, des groupes de la société civile et d'autres partenaires non gouvernementaux	

Vendredi 16 mai

Retour à Dar es-Salaam et arrivée à l'hôtel

Table ronde sur le rôle des partenariats public-privé dans la transformation de l'agriculture familiale en une entreprise commerciale rentable, avec des représentants des initiatives Big Results Now (Presidential Delivery Bureau), du secrétariat de l'initiative Corridor Sud de la croissance agricole de la Tanzanie, et d'EcoEnergy

Table ronde avec des représentants de divers organismes d'aide multilatéraux, l'Équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires du développement membres du Groupe de travail sur l'agriculture

Le gouvernement et le bureau de pays du FIDA aideront à la prise des dispositions

Les membres participent à une manifestation "Journée du FIDA" organisée par le Bureau du Premier Ministre pour présenter 35 années de coopération pour le développement entre le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et le FIDA

Réunion de synthèse avec l'Équipe de gestion du programme de pays et le Directeur régional, Division Afrique orientale et australe

Samedi 17 mai

Heure de départ à confirmer par le Bureau du Secrétaire

Départ pour Rome
